

PIÈCES À JOINDRE **OBLIGATOIREMENT** POUR TOUTE DEMANDE

- **2 photos d'identité identiques** et récentes de face, tête nue, sur fond clair – format 35 x 45 mm. Norme ISO/IEC 19794–5:2005 – Pas de copie
- **Formulaire de DCEM intégralement complété, daté et signé.**
- Copies de toutes les pages du **passport de l'enfant** relatives à l'état-civil, dates de validité, cachets d'entrée/sorties, visas délivrés, ou la copie de sa carte nationale d'identité. A défaut une attestation consulaire de nationalité avec sa photo d'identité, établie par son Ambassade ou Consulat en France.
- **L'acte de naissance de l'enfant avec filiation**, ainsi que les documents ayant permis sa délivrance (affidavit, déclaration d'âge, jugement supplétif), et leur traduction établie par un traducteur agréé par la Cour d'Appel. Attention, certains actes d'état-civil étrangers destinés à être produits en France doivent être légalisés sauf accords internationaux. Vous pouvez vous renseigner auprès de l'ambassade du pays d'origine du document.
- **Un justificatif de domicile daté de moins de trois mois :**
 - ◆ **Si vous êtes locataire ou propriétaire :** facture d'électricité, de gaz, d'internet ou quittance de loyer non manuscrite, ...
 - ◆ **Si vous êtes hébergé chez un particulier :** attestation d'hébergement + justificatif de domicile daté de moins de trois mois + copie recto-verso de la CNI ou carte de séjour de l'hébergeant (la carte de séjour de l'hébergeant doit indiquer la même adresse).
- **Justificatifs de présence en France de l'enfant :** certificats de scolarité, attestation d'inscription en crèche, etc.
- **Documents attestant que le demandeur exerce l'autorité parentale sur le mineur ou qu'il détient un mandat de la personne titulaire de cette autorité :** Acte de naissance de l'enfant de moins de 3 mois (copie intégrale ou extrait avec filiation) mentionnant le nom du parent.
- Demande présentée par le parent: acte de naissance de l'enfant de moins de 3 mois (copie intégrale ou extrait avec filiation) mentionnant le nom du parent.
- En cas de séparation des parents: le cas échéant, décision de justice statuant sur l'autorité parentale (jugement de divorce, décision du juge aux affaires familiales).
- Demande présentée par un tiers: copie de la décision de justice française prononçant la déchéance ou autorisant la délégation de l'autorité parentale / si l'enfant est sous tutelle, copie de la décision du conseil de famille ou de justice désignant le tuteur.
- Titre de séjour des parents ou du représentant légal : copie lisible, recto-verso.
- Preuve de l'impossibilité de déposer votre demande sur l'ANEF.

DOCUMENTS SPÉCIFIQUES SELON LA SITUATION DE L'ENFANT

TOUTES NATIONALITES SAUF ALGERIENS

- **Mineur étranger dont au moins l'un des parents réside en situation régulière :** Visa Long Séjour valant Titre de Séjour (VLS-TS), carte de séjour ou carte de résident en cours de validité du/des parent(s) – copie recto-verso.
- **Enfant étranger d'un ressortissant français :** carte nationale d'identité ou passeport ou certificat de nationalité française du/des parents.
- **Mineur entré en France avant l'âge de 13 ans sous couvert d'un visa d'une durée supérieure à 3 mois en qualité de visiteur :**
 - ◆ Visa D d'une durée supérieure à 3 mois délivré en qualité de visiteur et justificatif d'entrée (cachet d'entrée).
 - ◆ Justificatifs de présence en France depuis l'âge de 13 ans : certificats de scolarité, inscription en crèche, etc.
- **Enfant étranger d'un ressortissant européen ou à charge d'un conjoint d'européen :**
 - ◆ Enfant d'un ressortissant européen: justificatifs relatifs à la situation de l'européen en France (emploi, ressources, etc.) ou titre de séjour «citoyen européen» en cours de validité (facultatif).
 - ◆ Enfant à charge d'un conjoint d'européen: titre de séjour «membre de famille d'européen» en cours de validité.
- **Mineur placé à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans :** décision de placement, jugement de tutelle, justificatifs de la formation suivie.
- **Mineur reconnu réfugié / protection subsidiaire :** décision de l'OFPPRA ou de la CNDA accordant le statut et actes d'état civil établis par l'OFPPRA.
- **Mineur entré en France sous couvert d'un visa d'une durée supérieure à trois mois en qualité d'enfant de Français ou d'adopté :** visa d'entrée en France.

MINEURS ALGERIENS

- **Mineur algérien né en France dont l'un des parents réside régulièrement en France :** carte de séjour du/des parent(s).
- **Mineur algérien entré par regroupement familial (OFII) :**
 - ◆ Visa mention «XX = voir carte séjour parent».
 - ◆ Carte de séjour du/des parent(s) en cours de validité.
- **Mineur algérien entré en France avant l'âge de 10 ans et résidant en France depuis au moins 6 années :** preuve de résidence en France habituelle en France, certificats de scolarité, inscription en crèche, etc.
- **Mineur algérien entré en France pour y suivre des études sous couvert d'un visa d'une durée supérieure à 3 mois :** visa d'entrée en France et justificatifs d'étude (certificat de scolarité).
- **Mineur algérien réfugié / protection subsidiaire :** décision de l'OFPPRA ou de la CNDA accordant le statut et actes d'état civil établis par l'OFPPRA.